



MASCARADE

JOURNAL POLITIQUE

ABONNEMENTS

Lyon

Un an... 8 fr.
Six mois... 4 fr.

Les Annonces

se traitent de gré à gré.

POUR LES ABONNEMENTS ET LES ANNONCES

S'adresser à l'imprimerie Labaume, cours Lafayette, 5, et aux Facteurs-Réunis, passage des Terreaux

ABONNEMENTS

Départements

Un an... 10 fr.
Six mois... 6 fr.

Etranger

Un an... 12 fr.

AVIS

Le timbre des journaux est aboli.

Malgré cette mesure, il nous sera impossible de changer le prix de la Mascarade non-seulement pour ce numéro qui paraît sur papier timbré et payé d'après le décret de suppression, mais même pour l'avenir : cela par une raison bien simple.

Le timbre étant de 2 centimes seulement, la réduction du prix à 40 centimes qui est la seule praticable, car on ne peut vendre un numéro de journal 12 centimes ou 13 centimes, — cette réduction constituerait pour nous une perte nette de 3 centimes, soit toute l'importance de nos bénéfices et au-delà.

Ajoutons : 1° Que les cautionnements versés ne sont pas restitués ;

2° Que les droits de poste qui sont entièrement à notre charge par suite de notre décision de vendre partout la Mascarade 15 cent. au dedans comme au dehors, subsistent toujours ;

3° Que les annonces sont nulles ou à peu près ;

4° Que la réduction à 10 c. nous obligerait à diminuer la remise des marchands de journaux dont la position est digne d'intérêt ;

Et nos lecteurs comprendront sans peine que malgré notre bonne volonté, nous ne puissions établir une réduction de prix qui nous supposerait assez riches pour payer notre gloire : — ce qui n'est pas malheureusement.

BONIMENT



Le second Bonaparte est tombé comme le premier.
Son trône s'est écroulé, effondré, sous

FEUILLETON DE LA MASCARADE

LE TRIBUNAL DE L'HISTOIRE.

Dès six heures du matin, la salle d'audience est remplie, bondée, bourrée d'une masse de curieux parmi lesquels on remarque les représentants de la plupart des puissances de l'Europe, et un certain nombre de têtes couronnées et découronnées.

Au moment où l'on donne l'ordre d'introduire l'accusé, une sorte de frémissement suivi d'un profond silence se produit dans la salle, et on voit entrer un homme de taille moyenne, au buste long, aux jambes courtes, aux moustaches énormes, aux yeux petits et enfoncés, et à la démarche un peu traînante.

L'accusé est vêtu convenablement, et sa figure impassible ne révèle aucune émotion intérieure.

L'Histoire. Accusé, votre nom ?

L'accusé. Louis-Napoléon Bonaparte, dit Napoléon III.

L'Histoire. Votre profession ?

L'accusé. J'en ai eu plusieurs.

L'Histoire. Détaillez-les ?

L'accusé. J'ai été successivement artiller suisse, gentleman anglais, conspirateur, député, président de la République, et empereur des Français.

L'Histoire. Et aujourd'hui ?

L'accusé. Aujourd'hui je suis sans profession

le poids de l'invasion prussienne, et l'indignation populaire a, de son souffle puissant, balayé comme un fétu le manteau impérial.

Ça été l'affaire de deux heures à peine : de tout ce pouvoir qui semblait bâti sur roc, de toute cette puissance édiflée depuis vingt ans à grand renfort de lois et de décrets répressifs, de tout ce faste, de tout ce luxe, qui mettaient une flamme d'envie et de haine dans l'œil des malheureux, il ne reste rien, plus rien : pas un cent-garde, pas un agent de police, pas un chambellan, pas un valet de cuisine.

Il ne reste plus rien, sinon le mépris public pour l'homme dont le cerveau ramolli et sénile ne sut pas conduire une armée, dont la main paresseuse ne sut pas tenir une épée et qui, pouvant mourir au milieu de nos héroïques soldats, préféra garder sa peau et se rendre à merci avec ses laquais à livrée vert et or.

Donc le second empire a vécu, il n'existe plus qu'à l'état de souvenir douloureux, de cauchemar sanglant et par la large blessure qui saigne au flanc de la France — est entrée la République...

La République ! Avec quelle émotion joyeuse, avec quelle ardeur, quelle flamme d'enthousiasme nous eussions salué l'avènement de cette ère d'émancipation et de liberté vers laquelle ont toujours tendu nos vœux et nos espérances, — si notre joie n'était étouffée par cette pensée cruelle : « l'armée de Mac-Mahon a capitulé ; » si nos cris d'enthousiasme n'étaient étranglés dans la gorge par ce cri d'indignation et de douleur : « Les

déterminée.

L'Histoire. Vous n'ignorez pas, accusé, quelles sont les lourdes charges dont vous avez à répondre devant moi.

L'accusé. Je l'ignore absolument.

L'Histoire. Ah ! dans ce cas nous allons préciser. — Vous avez essayé par deux fois, la première à Strasbourg, la seconde à Boulogne, d'entrer par escalade en France, et de confisquer le pouvoir à votre profit ?

L'accusé. Ce que vous appelez du vilain mot d'escalade n'était pas autre chose que le début de l'accomplissement de mes destinées. — Mon étoile, l'étoile des Napoléons me guidait, et...

L'Histoire. Vous me permettez, accusé, de vous faire observer que l'argument tiré de votre étoile n'est pas sérieux, et que vous feriez bien de vous abstenir de l'invoquer : quand ce ne serait que pour ne pas ajouter du ridicule à la gravité de votre situation.

L'accusé. C'est là votre sentiment ; moi je persiste à dire que mon étoile...

L'Histoire. Bien. Ainsi il est entendu que pour justifier votre insurrection de Strasbourg et votre tentative de Boulogne, accompagnée de meurtre sur un soldat, vous n'avez pas d'autre raison, d'autre explication à donner que les conseils et les pronostics de votre étoile ?

L'accusé. Parfaitement.

L'Histoire. En ce cas votre étoile faisait un singulier métier. — Mais continuons.

La République de 1848 vous a ouvert les portes de la France, et vous vous êtes fait nommer représentant du peuple ?

L'accusé. C'est vrai, et à une majorité écrasante : ce qui vous prouve bien que mon étoile...

L'Histoire. N'avez-vous pas à cette époque prêté serment à la République ?

L'accusé. Sans doute, puisque...

Prussiens sont en France. »

Ah ! l'héritage est lourd est terrible, qui est laissé à la République, et il lui faut pour le porter sans faiblir une échine robuste et des jarrets de fer.

Une armée à refaire ;

Un milliard à réaliser ;

Paris à défendre.

Et cela en présence de cinq cent mille Prussiens qui arrivent sur nous à marches forcées et en doublant les étapes.

La République pourra-t-elle suffire à cette lourde tâche, à cet effort presque surhumain ?

Oui, mais à une condition, à une condition unique, indispensable.

C'est que tous les partis, toutes les opinions, tous les dévouements, toutes les forces s'unissent dans une sainte alliance contre les Prussiens.

C'est que la France toute entière, ouvriers et bourgeois, nobles et prolétaires, riches et pauvres, se rallie autour du drapeau républicain qui ne doit être qu'un drapeau de liberté, de conciliation et de fraternité.

Pendant vingt ans le gouvernement qui vient de tomber du trottoir, a cherché à épouvanter les populations en agitant devant leurs yeux une sorte de mannequin rouge, en rabachant, en ressasant par la machoire édentée de ses sénateurs, les phrases toutes faites et les vieux clichés sur l'hydre de l'anarchie, en montrant le communisme s'abattant sur les propriétés et l'émeute grondant dans la rue...

Eh bien ! le moment est venu de confondre ces mensonges honteux et ces calomnies effrontées, de démasquer l'impu-

L'Histoire. Attendez : un an plus tard vous avez été élu président de la République française.

L'accusé. Certainement, avec sept millions de voix, s'il vous plaît. — Et je ne suppose pas que devant une aussi imposante manifestation vous puissiez nier que mon étoile...

L'Histoire. N'avez-vous pas alors prêté un second serment à la République ?

L'accusé. Evidemment, car sans cela, je n'aurais jamais pu...

L'Histoire. Je vous comprends. — Qu'entendez-vous par le mot serment ?

L'accusé. Le serment est un acte solennel, par lequel on jure fidélité à un homme ou à un gouvernement.

L'Histoire. Comment qualifiez-vous un homme qui viole son serment ?

L'accusé. Je le qualifie de parjure et de malhonnête homme : et tous les fonctionnaires qui m'ont abandonné dans mes malheurs, après avoir léché mes bottes dans ma prospérité, sont des misérables...

L'Histoire. D'accord, mais pour le moment il s'agit de vous. — D'après votre propre aveu vous avez été parjure et malhonnête homme, lorsque le deux décembre...

L'accusé. Pardon, pardon...

L'Histoire. Laissez-moi finir : lorsque le deux décembre, violant le serment que vous aviez prêté à la République, vous avez renversé cette même République par un coup de force, dans le but d'y substituer votre empire.

L'accusé. Je vous ferai remarquer d'abord que le deux décembre était l'anniversaire de la bataille d'Austerlitz remportée par mon oncle...

L'Histoire. Qu'est-ce que cela prouve ?

L'accusé. Cela prouve encore une fois que je n'ai fait qu'obéir à l'étoile qui...

L'Histoire. Ah ! encore !

dence misérable de ces sauveurs de société dont l'incapacité, l'ineptie, les dilapidations et la courtoisie nous ont coûté la perte de deux armées, la dévastation de trois provinces et la honte d'une invasion.

Le moment est venu de prouver que la République, cette République considérée par certaines gens comme une désolation et un malheur publics, est au contraire le gouvernement idéal et par excellence, le gouvernement conservateur et sauveur de tous les droits et de tous les intérêts, que la République est la suprême expression de la liberté, et que sa véritable et réelle signification se retrouve dans son nom même : « la chose de tous »

Déjà la preuve en a été faite pendant ces huit jours où l'on n'a pas eu à signaler le moindre désordre dans les rues, pas même ces chants nocturnes qui troublaient le sommeil des gens paisibles.

Par conséquent plus de ces craintes puériles, plus de ces terreurs ridicules, mais aussi pas de violences, pas d'esprit de représailles ou de vengeance.

Peut-être se trouve-t-il quelques républicains exaltés ou intolérants qui ont cru voir dans l'avènement de la République, l'occasion d'une dictature démocratique qui se sont dit en voyant tomber l'autocratie impériale :

« Maintenant à notre tour !

A ceux là nous dirons franchement : Citoyens, vous vous trompez.

Non, ce n'est pas à votre tour, plutôt qu'au tour de n'importe qui.

C'est au tour de tout le monde, c'est

L'accusé. De plus le deux décembre j'ai sauvé la société.

L'Histoire. Vraiment, et comment cela ? En fusillant des promeneurs inoffensifs sur le boulevard Montmartre ? En déportant quarante ou cinquante mille personnes à Cayenne ou à Lambessa ?

L'accusé. Il y a des circonstances où il faut savoir maintenir l'ordre avec énergie. La France veut la liberté, mais avec l'ordre. Quant à l'ordre, j'en réponds...

L'Histoire. Nous connaissons cela : il est inutile de nous répéter vos vieux discours... la vérité vraie, la voici. — Vous n'aviez qu'une ambition, qu'un but : vous emparer du pouvoir par tous les moyens. — Vous y êtes arrivés par la parjure, la force, les arrestations et les fusillades.

L'accusé. Vous oubliez sept millions huit cent mille suffrages...

L'Histoire. Vous oubliez à votre tour, la pression, les menaces, les rigueurs, les mensonges mis en œuvre pour obtenir ces suffrages, sans compter la terreur inspirée par vos persécutions. — Tout cela, du reste, aurait pu vous être pardonné peut-être, si cette grande et vaillante nation dont vous avez été le maître absolu pendant vingt ans, eut trouvé sous votre règne, la grandeur et la prospérité qu'il était si facile de lui donner.

L'accusé. Mais il me semble que sous mon règne la France a eu d'assez beaux jours, pour que...

L'Histoire. D'assez beaux jours ! Comment osez-vous prononcer ce mot aujourd'hui ? Regardez dans quel état vous avez laissé ce malheureux pays : les finances sont dilapidées, sa belle et vaillante armée est anéantie, son sol est envahi et ravagé par des hordes de barbares...

L'accusé. Mais non, je vous assure que le roi de Prusse me traite fort bien, et...

L'Histoire. Ne proférez pas de blasphèmes semblables, lorsque des milliers et milliers de la

au tour de la France à reprendre possession d'elle-même et à rentrer dans la plénitude de son indépendance.

L'autocratie, citoyens, n'est bonne ni d'un côté ni de l'autre, pas plus avec un Napoléon qu'avec un Marat, et l'aristocratie de la blouse ne vaut pas mieux que l'aristocratie du chapeau à claques ou du collet brodé.

Ne recommençons, pas citoyens, les violences de 93 et les erreurs de 1848.

N'oublions pas que 93 nous a conduits à Napoléon Ier, qui nous a conduits aux Prussiens, et que 1848 nous a conduits à Napoléon III qui nous a conduits aux mêmes Prussiens.

Certes nous le comprenons, bien des aspirations ont été refoulées pendant ces vingt années de régime impérial, bien des passions, des ardeurs ont été comprimées et étouffées, qui cherchent à se faire jour aujourd'hui et à respirer à l'aise au grand air, et en plein soleil.

Seulement pas de précipitation, pas d'exagérations, pas de bouleversements, pas de bousculades : il y a place pour tout le monde, — à condition que personne ne mette les pieds sur les pieds de son voisin, n'étende ses coudes au-delà de la mesure ; à condition, en un mot, que chacun se rappelle que la République a inscrit en tête de sa devise, non pas le mot : Tyrannie, mais le mot : Liberté.

Jacques BARBIER

NOUVELLES

On nous assure — et nous le croyons sans peine — que les ex-fonctionnaires impériaux, les ex-députés de la droite et défunts les sénateurs sont très vexés de l'abolition du serment politique.

Ils ne savent comment faire pour en prêter un de plus.

Trois sénateurs seulement ont encore trouvé quelque souffle dans leurs vieux poumons pour crier : *Vive l'empereur !* à la dernière séance tenue dans leurs catacombes du Luxembourg.

Parmi eux un nommé Chabrier dont le nom mérite de passer à la postérité.

Le prisonnier de Guillaume a oublié de ramasser une balle à la bataille de Sedan.

Son fils Louis a été désolé de ne pouvoir rien envoyer au petit Conneau.

On suppose que l'ami Piétri va rejoindre son patron avec quelques Corses du même

acabit, et qu'ils s'établiront tous à Liège où ils mangeront nos revenus.

Ça va faire de drôles de bouchons, les Corses de Liège !

Notre ex-impérial cousin ayant lâchement abandonné sa femme et ses enfants à Paris en s'enfuyant seul auprès de son beau-père, continue à jouir d'un embonpoint remarquable.

Est-ce avec de l'eau claire que celui-là s'est engraisé ?

Une correspondance bien informée nous affirme que le spectre rouge et l'hydre de l'anarchie ont été faits prisonniers avec Louis Bonaparte, qui va en faire cadeau à Bismarck en guise de rançon.

X. LEFRANC

Le comité de salut public à Lyon.

Dimanche matin, après la proclamation de la République, quelques citoyens dont le nombre s'est accru successivement jusqu'au chiffre de soixante quatorze, se sont constitués en Comité de salut public, et ont pris en main l'administration de la ville.

Evidemment ces citoyens dont la plupart ne sont ni conseillers généraux ni conseillers d'arrondissement, ne tenaient leur mandat de personne, et ils se sont installés à l'Hôtel de Ville, en vertu du droit de premier occupant.

Nous ne les chicanerons pas là-dessus, par la bonne raison qu'il était matériellement impossible de procéder à une manifestation du suffrage universel, et nous reconnaissons volontiers que la première chose à faire était d'instituer une autorité quelconque qui prit le soin de garantir l'ordre et d'assurer la tranquillité publique.

A ce point de vue nous rendrons cette justice au comité de salut public qu'il a parfaitement rempli la mission que lui imposaient les circonstances, — et que jamais les rues et les faubourgs de la ville ne furent plus tranquilles et plus calmes que pendant ces derniers jours.

Malheureusement nous ne saurions rester dans la même gamme élogieuse, à propos de certaines mesures rigoureusement préventives qu'a cru devoir prendre le comité de salut public, dans une excellente intention, nous n'en doutons pas, mais avec un petit parfum de 93 que ne justifient ni les dispositions de la population, ni le mandat irrégulier des membres du Comité.

C'est qu'ils n'y vont pas de main morte ces messieurs.

Sur une simple dénonciation, souvent peu sérieuse, sur une indication peut-être mal vérifiée, vlan ! quatre hommes et un caporal pour faire une perquisition domiciliaire ou

même une arrestation.

Que le premier jour on se soit assuré de la personne de quelques anciens agents du pouvoir qui auraient pu tenter de s'opposer à l'élan populaire qui a proclamé la République, — très-bien.

Mais il est inutile, il est dangereux même de continuer ce système par trop sommaire qui a pour inconvénient grave, d'inquiéter, d'alarmer sérieusement une partie de la population, et de lui faire croire à une nouvelle loi des suspects.

On nous assure que pas un voyageur, les femmes mêmes, ne peuvent sortir de Lyon sans s'exposer à voir leurs bagages fouillés et retournés ;

Que des postes de gardes nationaux sont installés exprès pour visiter toutes les voitures des laitiers.

Certes nous ne disons pas que parfois ces vérifications ne soient nécessaires, mais elles ne doivent avoir lieu qu'avec la plus grande circonspection, et surtout ne pas recevoir une application générale.

Comment le Comité de salut public ne comprend-il pas que ces exagérations, que cette petite terreur qu'il répand dans la ville, sont le plus sûr moyen de nuire à la République naissante et d'appeler la réaction ?

En outre pourquoi le drapeau rouge sur l'Hôtel de Ville, alors qu'il n'est pas une ville en France qui n'ait adopté le drapeau tricolore ?

Quant à nous qui avons payé assez cher nos critiques contre le gouvernement tombé pour avoir le droit de ne pas nous gêner avec celui arrive et que nous avons amené dans la mesure de nos forces,

Nous protestons hautement contre les mesures excessives du Comité de salut public, et nous disions à ses membres :

Citoyens, prenez garde, vous entrez dans une voie déplorable, vous tombez dans les mêmes erreurs les mêmes fautes qui ont perdu 89 et 48, et si jamais vous nous faites rater la République, la responsabilité en retombera sur vous.

J. B.

La Défense possible

Les illusions nous ont coûté, à l'heure qu'il est, trois cent mille soldats morts, blessés, bloqués ou prisonniers, six cents pièces d'artillerie, quatre millions d'habitants ruinés, pillés ou tués, trois provinces dévastées, cinquante villes ou villages incendiés.

C'est assez cher pour que nous ne recommencions pas à nous nourrir de cet aliment malsain.

Ai si pas d'illusions.

De toutes nos armées régulières, il nous reste quoi ?

Le corps du général Vinoy, fort de trente ou quarante mille hommes.

Les troupes restées à Paris : vingt mille hommes.

Les canonnières de marine appelées pour le service des forts : quinze mille hommes.

Second témoin : Une sorte de mégère à l'aspect sordide, au regard inquiet et soupçonneux, aux mains longues et sales.

L'Histoire : Vous vous nommez ?

Le témoin : La Police.

L'Histoire : Qu'avez-vous à dire en faveur de l'accusé ?

La Police : J'ai à dire que je n'ai jamais rencontré personne qui ait plus d'amitié et d'affection pour moi : tous les matins nous travaillons et nous déjeunons ensemble, et il était bien rare qu'il me laissât partir sans me mettre dans la main quelque petit cadeau.

L'Histoire : Et à quels travaux vous livriez-vous avec lui ?

Le témoin : Ah ! voilà : nous parcourions une grande liste de noms et nous mettions à côté quelques annotations dans le genre de celles-ci : Bon, mauvais ; à surveiller, se méfier, à arrêter, etc... Mais encore une fois, jamais il ne m'a laissé travailler pour rien, et on ne peut pas dire qu'il abusât du pauvre monde.

L'Histoire : Appelez le dernier témoin.

Un monsieur, ventru et jodillé à l'air un peu mais, s'avance en développant son abdomen.

L'Histoire : Votre nom ?

Le témoin : Monsieur Officiel.

L'Histoire : Eh bien ! vous avez la parole pour faire connaître votre opinion sur l'accusé.

Le témoin : Ah bravo ! très bien ! non ! si ! à l'ordre ! ce n'est pas vrai ! aux voix ! à demain ! la clôture ! Voilà, monsieur, exactement ce que je pense.

L'Histoire : Nous sommes éclairés, vous pouvez vous retirer.

Accusé : avez-vous quelque chose à ajouter à ces dépositions ?

L'accusé : J'ai à dire que plébiscite du 8 mai...

En tout soixante-quinze, mettez quatre vingt si vous voulez, quatre vingt mille hommes de troupes organisées, enrégimentées, armées, pour combattre, qui ?

Pour combattre une armée régulière de plus de cinq cent mille Prussiens.

Voilà la situation dans sa vérité nue, dans sa réalité brutale.

Quelques journaux disent : Il y a à Lyon une armée de cent mille hommes.

Ce n'est pas vrai.

D'autres ajoutent : et il se forme une autre armée de cent mille hommes sur les rives de la Loire.

Nous voulons le croire, mais cette formation n'est qu'à l'état embryonnaire.

Nous sommes donc, au point de vue militaire, dans une situation plus déplorable plus mauvaise, pourquoi le cacher, — qu'en 1792.

En 1792, nous n'avions en face de nous qu'une armée prussienne de 180,000 hommes au plus.

En 1792, les Prussiens n'étaient qu'à Verdun et à Longwy, et n'avaient pas traversé les Vosges.

En 1792, on ne vous tuait pas à quatre mille mètres avec des canons Krupp et des mitrailleuses. Les fusils ne tiraient pas vingt coups à la minute, et l'héroïsme français pouvait racheter au bout de la baïonnette l'infériorité numérique.

Aujourd'hui la guerre se fait non plus avec le courage et la valeur personnelle, — mais avec les mathématiques, la mécanique et la chimie.

Que doit faire la France dans cette occurrence ? Se lever en masse au nombre de deux millions, de trois millions d'hommes et aller écraser l'invasion germanique sous ce poids formidable ?

Non, non et encore non, car si cela est facile dans les chants patriotiques, cela est matériellement, pratiquement impossible.

Pour faire la guerre avec des chances de succès, il faut des hommes armés, équipés, exercés, et nourris.

Avons-nous le temps, la possibilité, les moyens d'armer, d'équiper, d'exercer et de nourrir trois millions, deux millions, ou même un million d'hommes ?

La négative s'impose de soi.

Depuis quinze jours, trois semaines même, la loi appelant sous les drapeaux les hommes non mariés de vingt-cinq à trente-cinq ans a été votée, — et ces hommes ne sont ni rappelés ni organisés, pas même les anciens militaires qui ont été convoqués les premiers.

Aujourd'hui il est question d'une nouvelle loi ou d'un décret incorporant dans l'armée active tous les hommes mariés ou non, de vingt à trente-cinq ans.

L'autre jour, nous lisions un journal demandant sérieusement une levée de dix-huit à soixante ans !

Tout cela constitue d'agréables plaisanteries faites pour leurer les écrivains et les enthousiastes qui ne raisonnent pas.

Il n'y a qu'un moyen de salut, il n'y en a pas deux : ce moyen réside dans la méthode et l'organisation régulière.

Les hommes ne manquent pas, il y en a plus qu'il ne faut : ce qui manque, encore une fois, c'est l'organisation, l'exercice et la discipline.

Nous avons en France au moins trois cent mille gardes mobiles.

Nous avons quatre vingt-dix mille conscrits de la classe de 1869.

Nous aurons demain deux cent mille hommes

L'Histoire : Allons accusé, soyons sérieux, ce n'est pas l'heure de plaisanter.

Nous allons rendre notre arrêt :

Considérant que Louis Napoléon Bonaparte, après deux tentatives avortées, s'est emparé, par violence et au mépris d'un serment solennel, du gouvernement de la France qu'il a baptisé du nom de second empire ;

Considérant qu'en lieu de chercher à effacer les traces peu honorables de son origine, Louis Napoléon Bonaparte n'a cherché à consolider son pouvoir que par des actes arbitraires et tyranniques et par des persécutions contre ses adversaires politiques ;

Considérant qu'après vingt années de règne, pendant lesquelles il a été le maître absolu de la France, il laisse cette grande nation avec des finances dilapidées, une armée anéantie, en proie à une invasion qui désole, dévaste trois provinces, et menace de s'étendre sur la plus grande partie du territoire français ;

Considérant qu'au milieu de ces épouvantables désastres, alors que tout semblait perdu, il n'a pas même tenté de sauver son honneur en s'exposant au feu de l'ennemi, et qu'il s'est rendu honnêtement et pieusement à un vainqueur méprisant ;

L'Histoire appréciant dans sa haute impartialité les actes coupables de ce souverain détroné ;

Déclare que le règne de Napoléon III commencé par un coup d'Etat, terminé par une invasion, prendra place au rang des règnes les plus néfastes et les plus douloureux que la France ait eu à supporter ;

Di que le nom de Napoléon III sera méprisé et honni, à l'égal des noms de ces rois fainéants, qui avilirent les premières années de la monarchie française.

Accusé : vous pouvez vous retirer.

L. LECLAIR.

milles ruinées et décimées, pleurent sur leurs enfants tués ou leurs pères fusillés...

L'accusé : Plus que personne, croyez-le bien, je gémis sur ces misères : pourtant ce n'est pas ma faute, si Lebeuf...

L'Histoire : Celui-là est jugé. — D'ailleurs, pour achever de démontrer votre culpabilité, nous allons entendre les témoins.

Huissier, appelez les témoins à charge.

Premier témoin : Une grande et majestueuse femme vêtue d'un peplum, et tenant dans ses mains des débris de chaînes.

L'Histoire : Votre nom ?

Le témoin : La Liberté.

L'Histoire : Vous connaissez cet homme ?

La Liberté : Pendant vingt ans j'ai été son esclave et sa servante ; pendant vingt ans il m'a fait porter ces chaînes que je viens de briser : regardez mes poignets meurtris.

L'accusé : Je vous ai pourtant toujours donné une place d'honneur dans mes discours.

La Liberté : Dans vos discours, oui ; dans vos actes, jamais.

Second témoin : Une femme très pâle, à la physionomie douce et intéressante.

L'Histoire : Votre nom ?

Le témoin : La Paix.

L'Histoire : Qu'avez-vous à dire sur le compte de l'accusé ?

La Paix : Il a commencé son règne en proclamant solennellement : l'empire c'est la paix. Est-il besoin de prouver comment il a tenu parole ?

L'Histoire : C'est inutile, appelez un autre témoin.

Troisième témoin : Une énorme commère, obèse, bouffie, boursofflée, hydropique, s'avance avec peine, comme impuissante à remuer sa lourde masse.

L'Histoire : Votre nom ?

Le témoin : La Dette publique.

L'Histoire : Vous paraissez fatiguée ?

La Dette : C'est à dire que je ne peux presque ni marcher, ni respirer, ni faire un mouvement, tellement je suis remplie, bourrée, étouffée...

L'Histoire : Et qui vous a mis dans cet état, pauvre femme ?

La Dette publique : C'est lui, c'est l'accusé, qui m'a fait avaler dix milliards en moins de vingt ans.

L'Histoire : Appelez les trois autres témoins.

La porte s'ouvre et on voit s'avancer trois malheureuses, à la physionomie épouvantée, à l'œil hagard et rempli de larmes, aux cheveux en désordre, et aux vêtements déchirés et ensanglantés. A la demande de leurs noms, elles répondent d'une voix entrecoupée de sanglots :

Alsace, Lorraine, Champagne.

L'Histoire : Accusé, que pouvez-vous répondre à cette apparition terrible.

L'accusé : Ce n'est pas moi, c'est Lebeuf...

Maintenant j'ai des témoins à décharge.

L'Histoire : Nous allons les entendre.

Premier témoin : Un vieil homme complètement chauve, vêtu d'un habit doré, et toussant à chaque mot.

L'Histoire : Vous êtes ?

Le témoin : Le Sénat.

L'Histoire : Bien. Faites votre déposition.

Le témoin : Pendant vingt ans messieurs, j'ai touché trente mille francs par an, pour enfilier de temps en temps un habit brodé, et aller dormir dans un fauteuil rembourré. Je ne saurais donc dissimuler que monsieur, qui m'a fait ces loisirs, était un bien honnête, bien généreux et bien excellent homme.

L'Histoire : Vous payait-il avec son argent ?

Le témoin : A vrai dire je ne l'ai jamais demandé, mais je ne pense pas.

de la classe de 1870. Nous avons cent cinquante mille anciens soldats non mariés de 25 à 35 ans. Voilà un total de plus de six cent mille hommes.

Pourquoi ne s'occupe-t-on pas sans relâche, sans perdre une journée, une heure, d'exercer, d'instruire ces six cent mille hommes, de leur faire faire des marches, des contre-marches, des conversions, des changements de front, de leur apprendre le maniement du fusil, etc., etc.

Six cent mille hommes équipés et bien armés valent mieux que deux millions d'hommes en troupeau.

La guerre ne consiste pas seulement à donner un coup de bayonnette ou à tirer un coup de fusil. — Si ce n'était que cela, ce serait trop simple.

Il faut qu'une armée puisse supporter la fatigue, exécuter des mouvements avec ensemble et cohésion; il faut qu'elle ne manque ni de vivres, ni de munitions, ni de matériel.

Ces conditions sont-elles réalisables avec une armée en masse d'un million ou de quinze cent mille hommes?

Nous avons déjà dit non, et nous le redisons; car le temps presse, le temps brûle, le temps manque.

Laissons donc là les levées en masse, et organisons d'abord les hommes que nous avons sous la main.

Il y en a plus de cinq cent mille : c'est un chiffre cela; et quand on les aura mis en ligne devant les Prussiens, avec les vivres, les munitions et le matériel nécessaires, ne pensez-vous pas que ce sera une fameuse besogne de faite?

Ainsi donc, organisons, organisons, organisons, ne nous grisons pas avec l'enthousiasme facile des levées en masse, qui encore une fois, sont merveilleuses dans les chants patriotiques et dans les proclamations, mais qui malgré leur élan et leur héroïsme, hélas! sont complètement insuffisantes devant la brutalité d'un canon ou d'un obusier.

A. MONEY.

DEFILE DE LA SEMAINE

Dimanche dernier 4 septembre, nous étant levés un peu tard, nous traversions tranquillement la rue Impériale vers les dix heures du matin; un monsieur nous aborde qui nous dit : La République est proclamée à l'Hôtel-de-Ville.

Ah! très-bien. Là-dessus nous rebroussons chemin et nous gagnons non sans peine la place des Terreaux, à travers plusieurs groupes, parmi lesquels des soldats la crosse au air.

Sur la place, grande foule, mais peu d'agitation.

A l'Hôtel-de-Ville envahissement complet : les escaliers, la cour, les balcons, tout cela regorge de gens au milieu desquels nous cherchons vainement le moindre conseiller de préfecture, ou le moindre membre de la Commission municipale.

Ces messieurs bien entendu ont fui comme une ombre légère.

Un citoyen en redingote noire, avec une écharpe rouge en bandoulière, s'élance sur l'appui d'une des fenêtres du rez-de-chaussée, et crie à pleins poumons : Citoyens, la garde nationale doit s'armer immédiatement; vous trouverez des fusils au fort Lamothé.

A peine est-il descendu qu'un autre le suit : celui-ci est en paletot bleu, en chapeau de paille, une sacoche au côté, et une épée nue à la main; il crie à son tour : Allons, en avant!

Personne ne le suit.

A ce moment nous voyons flotter dans l'air une sorte de guenille qui tombe en tournoyant sur la tête des assistants : c'est le portrait de Napoléon III, détaché de son cadre.

A une heure réunion de la garde nationale pour aller quérir des armes.

Nous partons au fort Lamothé par rangs de quatre, et en marquant le pas tant bien que mal.

Le fort Lamothé est loin et il fait chaud : quelques gardes nationaux rompent la file pour aller prendre un canon en attendant le fusil.

Au fort Lamothé plus un fusil : on les a tous pris. — Désappointement général : par là à droite sur le fort de la Vierge.

Là un encombrement, une cohue, un désordre, un pillage, dont les finances de l'Etat peuvent vous donner qu'une idée approximative.

Les bataillons, les compagnies sont mêlés, on ne retrouve ni son capitaine, ni son lieutenant, ni son sergent, ni son tambour.

Comment vingt citoyens n'ont-ils pas été écrasés, écaboullés dans cette bousculade? Je me le demande : nous avons vu des gens pressés d'une telle façon à l'angle du pont et de la porte du fort, que nous ne nous expliquons pas qu'ils en soient sortis autrement qu'à l'état de feuille de papier.

Enfin, après trois heures d'attente sur nos jambes, exposés à un soleil couchant qui nous grillait de ses rayons, nous pénétrons dans la bienheureuse cour. Les fusils des cent des fenêtres, tantôt par la crosse, tantôt par la pointe; trente mains se tendent pour en prendre un, et c'est merveille que personne n'ait été éborgné ou assommé.

Peu désireux de nous exposer à l'un ou l'autre de ces désagréments, nous découvrons dans un magasin du rez-de-chaussée une caisse de fusils; on la soulève, on l'emperte, on brise le couvercle à la force du poignet, on plonge les mains dedans; nous sommes assez heureux pour saisir un fusil par la crosse, un autre citoyen le tient par le canon.

Après quelques tiraillements, grâce à un effort surhumain, le fusil nous reste, et nous emportons fièrement notre conquête jusqu'à notre domicile, où nous arrivons éreintés, assoiffés, ensoleillés, poussiéreux, l'épaule meurtrie, mais avec la satisfaction de posséder un fusil à piston qui peut tirer un coup toutes les cinq minutes.

Le soir promenades dans les rues, roulement de voitures, consommateurs devant les cafés, tranquillité parfaite : il n'y a rien de changé, — que le gouvernement.

Les premiers jours de son installation provisoire, le comité de salut public s'est livré à un luxe d'arrestations et de perquisitions qu'il faudrait, croyons nous, modérer beaucoup, sous peine d'effrayer la population et de lui faire croire à une nouvelle représentation de la terreur, qui n'est pas, nous le pensons bien, dans les idées des citoyens du Comité.

Déjà des gens timides n'osent pas laisser sortir leur femme seule, et nous en connaissons qui ne se lavent plus, ne se rasent plus, ne se brossent plus, dans la crainte de paraître trop aristocrates.

Evidemment c'est une exagération amusante de frayeur, mais les membres du Comité devraient faire tout au monde pour ne pas laisser se produire de semblables inquiétudes.

Autre chose : pourquoi les abords de l'Hôtel-de-Ville sont-ils entièrement interdits à la libre circulation?

Le trottoir de la place des Terreaux, ainsi que celui de la place de la Comédie, sont soigneusement gardés par dix ou douze citoyens armés de fusils, qui ne vous permettent pas de mettre le pied sur le bitume.

A quoi sert ces excès de précautions qui est vexatoire pour les passants?

Il serait singulier que la République se montrât plus tracassière que le second empire.

Autre chose encore : on nous a dit, mais nous hésitons à le croire, qu'un certain nombre de citoyens, nos gardes nationaux, sont installés en permanence à l'Hôtel-de-Ville, comme garde républicaine.

C'est là, pensons-nous, une agréable plaisanterie, il ne peut y avoir sous la République d'autre garde républicaine que la garde nationale, qui fait le service des postes à tour de rôle, et nous serions heureux de recevoir à ce sujet un démenti du Comité de salut public.

Dernière observation, et nous finissons. Le Comité de salut public devrait éviter autant que possible de faire afficher des décisions ou des résolutions contradictoires, qui peuvent laisser croire au public que l'accord le plus parfait ne règne pas entre tous ses membres.

Jeudi matin nous lisons sur les murs : « Sur la proposition du citoyen Lenuillon, le Comité décide que les personnes arrêtées pourront être relâchées sous la caution de deux personnes. »

Très bien.

Jeudi soir nous lisons sur les mêmes murs : « C'est par erreur qu'il a été décidé que les personnes arrêtées, etc. »

Elles seront au contraire maintenues en état d'arrestation, etc. »

Voyons, voyons, citoyens, il ne faudrait pas faire des erreurs semblables, car autrement quelle confiance voulez-vous que nous ayons dans la sagesse de vos délibérations et

de vos résolutions?

C'était le jour de la perquisition chez les Capucins

Une brave dévote intervient et dit aux gardes nationaux :

— Bah! laissez-les donc tranquilles ces pauvres gens, il ne font pas de mal; ils donnent des aumônes dans le quartier et vivent de privations.

— De privations! répond un garde national d'une voix éclatante, et l'eau à la bouche peut être, — de privations! j'ai vu un CANARD dans la cuisine!

H. PÉRIÉ.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Garde nationale sédentaire à cheval

Le Comité d'organisation de l'escadron de cavalerie convoque les citoyens adhérents à se rendre samedi 10 septembre courant, à midi, au Manège Collin, rue Monsieur, 83, à l'effet de procéder à l'élection des officiers sous-officiers et brigadiers.

La réunion a lieu à pied.

Lyon, le 9 septembre 1870.

Le Comité :

N. Chizat, Fauché, E. Bedoin, Laracine, A. Brun.

Les admissions seront toujours reçues jusqu'à nouvel avis, rue Impériale, 63.

LETTRE D'UN MOBILE.

Belfort, 3 septembre.

Nous arrivons.. nous arrivons toujours en retard à huit heures du soir en gare de Belfort : nous sommes partis de Lyon à deux heures du matin, ce qui donne un joli total de dix-huit heures de chemin de fer : aussi tout le monde est-il harassé, éreinté. On descend tumultueusement des voitures; les fusils se croisent, les gamelles se choquent, les officiers cherchent vainement dans ce brouhaha à nous réunir par escouades; il pleut, il fait noir, on distingue vaguement les pâtés de maisons du faubourg Montbéliard. Enfin, las d'attendre une organisation de campement, les mobiles qui redoutent plus la pluie et l'ennui que la salle de police (de leur suite j'en suis) vont cacher leur bonheur dans un garni quelconque. Pour moi j'ai trouvé dans une auberge où tout le monde avait ce délicieux accent des marchandes : « te bédits balais, » j'ai trouvé, dis-je, une chambre passable, un vin blanc très-agréable servi dans des carafes de verre de forme très-gracieuse, et des saucissons à l'anis et au cumin.

Nous sommes encore un peu ahuris, mais enchantés d'être à Belfort; nous croyions si bien la mobile immobilisée dans cet affreux Sathonay, que nous n'avons cru à un départ sérieux que lorsque nos « phalanges guerrières » se sont ébranlées sur la route St-Boniface, — que lorsque, encaqués dans les wagons de la Compagnie de l'Est, on nous a dis tribués successivement du café, du tabac, des cigares, des pipes et des médailles.

Jusqu'à Dijon, nous avons souffert de la lenteur inconcevable de nos trains qui n'y sont arrivés qu'à dix heures : les mobiles qui espéraient déjeuner là descendant en chantant avec entrain la belle Dijonnaise. Oh! les illusions de l'estomac! il nous faut remonter immédiatement; — nous ne déjeunerons qu'à Bôle. A Bôle, 20 minutes d'arrêt : on se précipite affamé, assoiffé dans les restaurants : il faut se servir soi-même (je me suis trempé une soupe et découpé une tranche de gigot). Aussi lorsque vient le signal du départ la plupart des mobiles

Dorment sous la table Et le clairon ne les réveille plus.

Le 3^e bataillon nous ramènera ces trainards. A Besaçon, halte de 10 minutes; le temps d'admirer le site pittoresque de cette place forte, — et le Doubs, d'un vert profond, — où viennent se mirer les grands toits pointus de cette ville originale.

Dimanche, 4 septembre.

Nous campons depuis vendredi dans une ferme immense, à Belleme, aux environs de Belfort, près du fort des Barres; nous logeons dans les granges et les écuries de cette ferme, achetée par le Génie, et mirée pour être prête à sauter en cas d'occupation par les Prussiens; on couche sur la paille, avec une couverture, et un accompagnement de courants d'air effroyables qui font diablement grelotter. Heureusement que ce n'est qu'un campement provisoire.

Le matin, la cour de la ferme présente un aspect des plus pittoresques : les mobiles en chemise de flanelle font leur toilette dans les baches des pompes; on astique les buffleteries, d'autres disent les mufleteries du gouvernement.

Maintenant que je vous dis quelques mots de Belfort, qui, vous le savez, est nul comme ville, mais formidable comme place forte; on y arrive par le faubourg de France : ses cafés regorgent de nobles et de francs-tireurs; animé comme un boulevard parisien et beaucoup plus gai que la ville propre; on franchit la Savoureuse (un bien joli nom pour une affreuse petite rivière très-sale), et l'on a devant soi la vieille porte de France, avec son enceinte bastionnée et ses deux pont-levis : c'est d'un aspect formidable.

Puis, dominant la ville, s'élève superbe, la citadelle ou Rocher de Belfort, noire menaçante comme un burg féodal des rives du Rhin; cette citadelle inexpugnable est munie d'une triple enceinte, et ses fossés sont taillés dans le roc. Qu'on nous y enferme, et nous nous battons avec confiance et courage, en attendant d'être plus exercés.

Bavillers, 6 septembre.

C'est hier matin, au village de Bavillers (3 kil. de Belfort), que notre hôte, un brave alsacien, nous a appris avec beaucoup d'accent et d'émotion cette grande bonne nouvelle de la proclamation de la République : un immense vivat sorti de toutes les poitrines; si on a bu à la prospérité de cette grande Désirée, je vous le laisse à penser. — Du reste tout s'est passé avec beaucoup d'ordre, sauf à la fin du déjeuner, où à la suite d'une rixe de toasts, — il y a eu effusion... de Champagne (du Champagne à Bavillers! la République fait des miracles!).

Les mobiles sont descendus en masse dans Belfort, saluer le drapeau républicain à la préfecture, en chantant des hymnes patriotiques, aux acclamations des habitants qui criaient : « Vive les Lyonnais! »

La République fera pour la mobile ce que toutes les organisations impériales n'auront jamais fait; elle donnera à chacun de l'initiative, du courage et de l'enthousiasme pour le combat. On se bat pour soi maintenant, et l'on se battra bien; seulement nous demandons à aller au feu avec des chefs capables et non des officiers de fantaisie, qui ne peuvent figurer avec succès que sur les images d'Epinal. Nous allons rédiger une adresse au gouvernement provisoire pour demander à élire nos chefs nous-mêmes.

Nous avons dimanche matin, quelque mobiles et moi, poussé une reconnaissance fantaisiste jusqu'à l'église de Bavillers; notre rapport constate la présence de fort piquantes alsaciennes en bras nus, avec leurs coiffes blanches à fleurs. Quant aux hommes, ils sont merveilleusement chaussés, mais ils sont ornés de casquettes invraisemblables.

On dit que les Prussiens sont à cinq et même à trois lieues d'ici; on doit nous donner des cartouches ce soir; les sentinelles des postes avancés de notre campement en ont depuis deux jours.

On peut dire sérieusement que le moral est excellent : cette vieille gaieté française subsiste dans les mauvais jours et les moments difficiles : elle sauve tout. — Peu de malades jusqu'à présent, des torticolis et des rhumes.

A bientôt, et au nom de toute la mobile : Vive la République!

A. SPIC.

Encore les Allemands

Beaucoup des sujets de Guillaume ont quitté notre ville depuis les derniers événements militaires et politiques, mais il en reste encore pas mal à Lyon.

Il est de toute nécessité qu'on purge la cité de ces gens-là.

Pas de demi-mesures, pas de ces permis de circulation à l'abri desquels les Allemands continuent à vivre de nos deniers sur notre territoire, pendant que leurs bandes mettent la France à feu et à sang.

Encore une fois, il est indispensable qu'ils partent tous sans exception; il ne faut pas que lorsque Lyon court la chance d'être envahi, il reste un seul de ces Teutons au milieu de nous.

Voilà donc dans le cas possible d'une prise de possession de notre ville par un corps ennemi, — quelque efforts que nous tentions pour l'empêcher, — les soudards de Bismark trouvant des guides tout prêts et parfaitement sûrs pour leur indiquer où sont les richesses de Lyon, les bons endroits à piller, les commerçants à dévaliser, les patriotes à massacrer?

Les employés que nos négociants ont eu la faiblesse — pour ne pas dire plus — d'occuper si longtemps et si nombreux dans leurs comptoirs, ne seront-ils pas suffisants dans leurs armées de bandits pour leur indiquer le chemin des caisses, de nos coffres-forts, de nos docks?

Certes, il est désolant de voir la République obligée de rompre avec ses principes de fraternité et de solidarité humaine, mais le devoir de notre sécurité avant tout. Des innocents seront frappés sans doute, dans leurs intérêts et leurs affections; il est possible que des inoffensifs souffrent de la proscription, mais il faut songer que des innocents aussi ont été frappés en France, que nos populations inoffensives ont été massacrées, nos villes bombardées sans merci, et qu'il nous faut compter avec le sang des nôtres répandu par les barbares qui souillent la patrie.

Allons, en route, les Allemands, filez de bonne grâce et n'attendez pas que le Peuple français vous oblige à prendre le chemin de fer.

HECTOR PÉRIÉ.

INVENTAIRE DU SÉNAT.

La République, dans le but d'ordre, d'économie, de propriété et de salubrité publique, ayant aboli le sénat, a dû faire inventoir les objets laissés dans la salle du Luxembourg par les vieillards infirmes qui l'ont occupée depuis 18 ans.

Après le premier coup de balai, il a été fait un triage des objets suivants qu'on a remis dans les combles où ils resteront à la disposition de leurs propriétaires :

Un énorme paquet de convictions solides et profondes, ficelé par des serments si nombreux qu'il a été impossible de les compter. 150 crachoirs hygiéniques qui en ont vu de toutes les couleurs.

37 paires de béquilles, 88 perruques hors d'usage, 23 cornets acoustiques, 108 rateliers, 3 nez d'argent et 1 bras mécanique.

75 lumbagos, 97 catharres, 5 pneumonies dont une double, 63 maladies de vessies — presque officielles, 18 ophtalmies, 140 ramollissements de cerveaux, 29 ataxies.

44 bonnets de soie noire, 46 bonnets grecs, la fameuse calotte présidentielle et une infinité fabuleuse de claques.

1 momie qu'on suppose être M. Ségur-d'Aguesseau.

68 empaillés parmi lesquels on a cru reconnaître MM. Dupin, le général Larue en gendarme, le baron de Richemont, Conneau et Baroche.

1 bonhomme en pain d'épice jaunâtre représentant Fialin.

1 mannequin porteur d'une carte estampillée au nom de Maupas, datée du 2 décembre 1851.

Tous ces détritres devront être réclamés sous huit jours, sans quoi la République qui en est embarrassée les fera brûler sans garantir toutefois que le feu les purifie.

GREFFIER

SEDAN

Les détails commencent à abonder sur l'horrible désastre de Sedan. Des officiers, prisonniers sur parole de Guillaume, arrivés à Lyon, confirment tous l'incapacité de certains chefs, la lâcheté de celui qui s'intitulait Napoléon III.

Il est avéré que les bagages impériaux entraient les marches, que des ordres continuaient d'être donnés par l'empereur qui se cramponnait à un commandement, et que la capitulation de l'armée a été rendue inévitable par cet homme, qui faisait protéger son auguste personne par des divisions entières.

Toute la France doit savoir ce fait qui a été affirmé par un témoin de la bataille :

A midi, le 1er septembre, un général dont le nom nous échappe, a supplié Napoléon de lui laisser prendre le commandement du reste de l'armée, 50 ou 60 mille hommes, avec lesquels il était à peu près certain de faire une trouée dans les rangs ennemis, et de se jeter du côté de Mézières en se rapprochant de Bazaine, — au prix naturellement de quelques pertes.

Cette retraite avait des chances de succès à midi, — Napoléon refusa, et à 4 heures, il était trop tard ; nos soldats étaient enveloppés complètement et massacrés ; la capitulation était indispensable, faute de munitions et de vivres !

LE CHAPITRE DES DÉFECTIONS

Elles vont commencer les defections éhontées et honteuses.

Nous allons assister à la débâcle, à la déroute de tous ces dévouements inébranlables, de toutes ces convictions inaltérables, de tous ces serments solennels de l'ancien régime.

Déjà les députés de la droite, ces aboyeurs de « très bien ! » ces chevaliers de la clôture et du couteau à papier, ont montré les premiers la route, en restant muets et silencieux devant la demande de déchéance de la dynastie des Bonaparte, — en désertant le Palais Bourbon le jour où cette déchéance a été prononcée.

Déjà les chambellans, les huissiers, les marmitons et toute la valetaille des Tuileries, ont abandonné honteusement l'ex-souveraine dont ils lèchaient la traine de robe, et il ne s'est pas trouvé un de ces laquais pour relever le marche-pied de la voiture qui emmenait à la gare du nord madame Napoléon Bonaparte.

Déjà plusieurs journaux dynastiques et dévoués ont retourné leurs paletots, et nous avons vu le *Courrier de Lyon*, le plus bonapartiste, le plus réactionnaire, le plus anti-républicain de tous les journaux de Paris et de la province, le *Courrier de Lyon*, dont le rédacteur en chef M. A. Jouve, était décoré il y a une année à peine, nous avons vu le *Courrier de Lyon* commencer son numéro de lundi soir par cette simple phrase :

L'AVENTURE du second Empire est terminée !

Cela vous fait lever le cœur, n'est-ce pas ?

Eh bien ! nous ne sommes qu'au début, — et vous pouvez vous munir de flacons de sels pour combattre les dégoûts et les nausées qui vous prendront à la gorge devant les palinodies honteuses, les parjures sans pueur, et les retournements d'échine de tous les Paillasses politiques qui ont paradé pendant vingt ans sur les tréteaux du second empire.

ANNONCES ET RÉPONSES

Quelques mouchards unis des meilleures recommandations de l'ex-lice impériale, demandent des emplois. Au besoin, ils s'offrent comme journalistes.

Un ex-sénateur fait ses offres de services, moyennant 30.000 francs par an, il a un catharre, des serments de rechange et des flanelles idem.

Plusieurs préfets dégoûtés sollicitent des postes de cantonniers ou des emplois exigeant une certaine force musculaire. Ils fourniront des certificats constatant qu'ils ont de la poigne.

On céderait à bon compte un lot de réquisitoires concluant à de la prison et à de fortes amendes contre des journalistes et des républicains.

S'adresser aux ex-membres des parquets impériaux.

A vendre, après infortune faite, un grand nombre de machines à votes, se remontrant seules, de la force de beaucoup d'ânes. Ecrire à MM. les députés de la droite et affranchir.

Un souverain mis à la porte par un peuple qu'il a ruiné, fusillé, et dont il a fait envahir les foyers par des barbares, se chargerait, moyennant 30 millions par an, de faire le malheur d'une nation. S'adresser par écrit à Louis-Napoléon Bonaparte, par l'intermédiaire de Guillaume Hohenzollern, à Cassel (Prusse).

Pour tous les articles non signés

Le Directeur-gérant, E.-B. LABAUME.

LYON. — Impr. LABAUME, cours Lafayette, 3.

GARDE MOBILE. — GARDE NATIONALE

MAGASINS DE CHAPELLERIE

Les plus vastes de France

Tout le passage de l'Argue compris entre la rue de l'Impératrice, 80, et la rue Centrale, 43, — LYON

Maison RIVIER sœurs

Choix extraordinaire de Képis pour la Garde mobile

GROS ET DÉTAIL.

MALADIES CONTAGIEUSES ET DE LA PEAU

Aiguës ou chroniques les plus rebelles

Dont le traitement aurait été infructueux

Guéries RADICALEMENT par le ROB-SAVARESI

PERFECTIONNÉ

Dépurato-tonique, Régénérateur du Sang et des Humeurs

Entièrement VÉGÉTAL, il remédie aux accidents mercuriels

Expéditions par correspondance

S'adresser à M. TOUSSAINT, chimiste, pharmacien

de 1^{re} classe,

Rue Pizay, 12, au premier étage, près de l'Hôtel de-Ville, à Lyon.

Allée de traverse, rue de l'Arbre-Sec, 9. 35

QUINA - VERMOUTH

Produit hygiénique, breveté s. g. d. g.

de FILLION neveu

MAISON FONDÉE EN 1825

Rue Gasparin, 5 et 9, LYON

Ce produit contient tous les principes toniques du QUINQUINA et constitue en outre un excellent fébrifuge. Composé de plantes saluaires, il forme aussi un excellent appétitif.

Exiger le cachet sur la bouteille, et sur l'étiquette la signature de FILLION neveu.

AU BALLON CAPTIF

Rue de la Barre, 8, en face de la rue Belle-Cordière — LYON

MOUCHET, horloger, bijoutier

Ex-ouvrier horloger de BREGUET de PARIS

1^{er} Prix à l'Ecole des Sciences et des Arts industriels de Lyon, spécialité pour les Réparations de Remontoirs

SEULE MAISON A LYON POUR LA MODICITÉ DE SES PRIX.

Toutes les Réparations et les Ventes sont garanties de 1 an à 4 ans.

Aperçu des prix :

Nettoyage de montres à cylindre.	2 50	à cylindre et rubis depuis	33 -
Grands ressorts de montre, première qualité.	2 50	Montres or pour hommes à cylindre et rubis, depuis	85 -
Nettoyage de pendule.	3 50	Montres argent pour hommes à cylindre et rubis, depuis	25 -
Verres de montre double.	50	Remontoir or pour dames depuis	450 -
Id. cristal.	75	Id. pour hommes, depuis	200 -
Montres or pour dames, à cylindre et rubis, depuis	65 -	Id. en alluminium	30 -
Montres argent pour dames			

Fait les Echanges en tous genres. — Expédie dans le dehors.

ACHAT D'OR ET D'ARGENT

HERNIES

Sans opération, guérison prompte et parfaite garantie par les faits. En conséquence, plus de bandages. S'adresser à M. Gaillard, médecin de la faculté de Montpellier, domicilié à Lyon, quai de la Charité, 4.

(58-13)

LA SILENCIEUSE

MACHINES A COUDRE

BRODEUSES, BOUTONNIERES

de tous systèmes

pour Familles et Ateliers

garanties de 1 an à 5 ans, de 50 f. à 450 f.



Maison de gros et détail

J.-P. MOLLIERE

Rue Impériale, 61 et 63, Lyon

Plusieurs médailles d'or (81-12)

BEAUTÉ des Mains, du Visage. — Guérison des Gerçures, Pellicules, etc. par l'emploi de la CRÈME SIMON

Rue Impériale, 89. — Se méfier des nombreuses contrefaçons.

(82-01)

CONSERVATION DE LA VUE

Nous engageons les personnes dont la vue est fatiguée par le travail ou affaiblie par l'âge, à s'adresser directement à M. Michel CAN, opticien, 20, RUE TERME, près les Terreaux.

(112)



CARTE

DES

ENVIRONS DE LYON

COMPRENANT

Non-seulement le département du Rhône, mais encore les parties des départements de l'Ain et de l'Isère qui avoisinent Lyon de 30 à 40 kilomètres.

Cette Carte offre aux touristes et aux amateurs d'excursions à la campagne, les indications les plus complètes pour les guider dans leurs promenades. — Villes, Villages et les moindres hameaux, grandes Routes et Chemins vicinaux, les lignes des Chemins de fer, les plus petits ruisseaux, tout y est indiqué.

Prix : 3 Francs

EN VENTE

à l'Imprimerie Labaume, cours Lafayette, 3, aux Facteurs-Réunis, passage des Terreaux.

A LYON